



Le 13 octobre, les augmentations de salaires se réclament dans la rue, pour les journalistes aussi !

Les quatre syndicats représentatifs de journalistes - SNJ, SNJ-CGT, CFDT-Journalistes et FO - s'associent à l'appel de l'intersyndicale nationale pour une journée de mobilisation, de manifestations et de grèves, le vendredi 13 octobre, contre l'austérité, pour les salaires et l'égalité femmes-hommes.

Que ce soit dans les entreprises de presse ou dans la branche, les négociations salariales de 2023 ont, au mieux, débouché sur des augmentations notoirement inférieures au taux d'inflation, quand elles n'ont pas échoué, faute de volonté patronale.

Dans les entreprises, les employeurs privilégient trop souvent les augmentations individuelles, par définition inéquitables, mais aussi les primes, en particulier la « prime de partage de la valeur » mise en place par le gouvernement. Elles ont le triple inconvénient d'être ponctuelles, sans garantie de reconduction et de ne pas être soumises aux cotisations sociales. Elles n'alimentent donc pas, notamment, les droits à la retraite, à l'indemnisation de la maladie, du chômage...

Quant aux journalistes rémunérés à la pige, qui figurent parmi les plus précaires d'entre nous, ils sont trop souvent « oubliés » dans ces négociations, en totale contravention avec le droit du travail. Année après année, les rémunérations des journalistes pigistes accumulent du retard, du fait d'augmentations inexistantes ou minimalistes. Sans compter que la pige permet aux employeurs de faire des économies de fonctionnement, donne droit à des exonérations de cotisations sociales et peut se transformer en trappe à bas salaires.

Les journalistes, comme tous les salariés, subissent l'explosion des prix, qui ont atteint des taux records de 15% à 20% pour l'alimentation et l'énergie et qui restent à des niveaux très élevés. Les mesurette du gouvernement - chèque énergie, carburant à prix coûtant... - ne sont pas à la hauteur de la situation.

Les journalistes, comme tous les salariés, ont besoin d'augmentations générales de salaires suffisantes pour faire face à l'inflation. Cela éviterait notamment que les premiers échelons de certaines grilles de salaires se retrouvent en dessous du Smic et que d'autres échelons se retrouvent « rattrapés » par l'augmentation automatique du Smic. Ce qui sape toute notion de véritable progression de carrière, particulièrement dans les premières années.

Par ailleurs, les entreprises de presse doivent mettre en œuvre de réels plans de rattrapage des salaires pour les femmes. En moyenne, dans l'ensemble du salariat, elles gagnent 25% de moins que

les hommes. En plus d'être une obligation d'équité, c'est une importante source de financement, notamment pour les retraites.

Cette journée de mobilisation du 13 octobre, organisée dans le cadre d'un mouvement européen, est également l'occasion de revendiquer une revalorisation des retraites et des minima sociaux, une assurance chômage plus protectrice, des services publics forts dans tous les territoires, un conditionnement des aides publiques aux entreprises ou encore une transition écologique socialement juste.

Pour plus de justice sociale, dans les rédactions et ailleurs, toutes mobilisées et tous mobilisés le 13 octobre !

Paris, le 9 octobre 2023.